



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

**Le pouvoir adjudicateur : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN
NORMANDIE**

Établissement support du GHT Rouen cœur de seine

**1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Remplacement des équipements centraux du SSI du CH Durecu-Lavoisier

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée - articles R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

<i>Article 1 – Préambule – Présentation de la politique achat responsable du GHT Rouen Cœur de Seine</i>	4
<i>Article 2 - Contexte</i>	4
<i>Article 3 - Objet du marché</i>	5
3-1-Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire	5
3-2-Décomposition du marché	6
3-3-Conduite d'opération – Maîtrise d'œuvre	7
3-4-Coordination Système de sécurité incendie	7
3-5-Contrôle technique :	7
3-6-Sous-traitance	7
3-7-Ordre de service	8
3-8-Clauses sociales et environnementales	8
<i>Article 4 – Pièces constitutives du marché</i>	9
<i>Article 5 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes</i>	10
5-3-Variation des prix	12
5-4-Paiement des cotraitants et des sous-traitants	13
5-5-Délais de paiement	14
5-6-Intérêts moratoires	14
5-7-Approvisionnements	14
<i>Article 6 – Durée du marché - Délai d'exécution - Pénalités et primes</i>	15
6-1-Durée du marché - Délai d'exécution	15
6-2-Prolongation du délai d'exécution	15
6-3-Pénalités pour retard - Primes d'avances	15
<i>Article 7 - Clauses de financement et de sûreté</i>	19
7-1-Sûreté	19
7-2-Avance	19
<i>Article 8 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux</i>	20
8-1-Provenance des matériaux et des produits	20
8-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	20
<i>Article 9 - Implantation des ouvrages</i>	20
<i>Article 10 - Préparation, coordination et exécution des travaux</i>	20
10-1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	20
10-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	22
10-3-Mesures d'ordre social	22
10-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	23
10-5-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire	24
10-6- Rendez-vous de chantier	24
10-7- Visites de chantier	24
10-8-Registre de chantier	25
10-9-Clauses techniques	25
10-10-Confidentialité et réunions	25
<i>Article 11 - Contrôle et réception des travaux</i>	26
11-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	26
11-2-Réception	27
11-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	27
11-4-Documents fournis après exécution	27
11-5-Délais de garantie	27
11-6-Assurances	27
11-7-Résiliation	28
11-8-Obligations du titulaire	28

<i>Article 12 - Règlement des différends et des litiges</i>	<i>28</i>
<i>Article 13 - Dérogations aux documents généraux</i>	<i>28</i>

Article 1 – Préambule – Présentation de la politique achat responsable du GHT Rouen Cœur de Seine

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 9.1.

Article 2 - Contexte

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de l'établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Article 3 - Objet du marché

3-1-Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

Remplacement du système de sécurité incendie du CH DURECU LAVOISIER.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) annexé au présent CCAP.

Pour toute la durée du chantier, l'hôpital du CH de Darnetal et tous ses services doivent pouvoir fonctionner sans aucune perturbation 24H/24.

Le projet est envisagé en zone occupée et mitoyenne à des locaux en activité, avec poursuite de l'activité sur tous les niveaux et les services contigus pendant la durée des travaux.

Il s'agit d'un marché public de travaux. L'ensemble des travaux devant être réalisés est décrit au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les travaux sont situés à l'adresse suivante :

Site	Adresse
CH DURECU LAVOISIER DARNETAL	116 rue Louis Pasteur 76160 DARNETAL

3-2-Décomposition du marché

3-2-1-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-2-2-Lots

Les travaux font l'objet d'un marché unique car l'objet du marché ne permet pas l'identification des prestations distinctes.

3-2-3-Phases

Le planning prévisionnel des travaux comporte un découpage en deux phases :

- La première phase correspond au remplacement du matériel central SSI sur le bâtiment existant (et éventuellement les détecteurs et déclencheurs manuels)
- La seconde phase correspond à l'extension du SSI sur le nouveau bâtiment SMR, l'Agora et l'Accueil de jour.

3-2-4- Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

3-2-5-Représentant du CH Durecu-Lavoisier

Pour l'exécution du présent marché, les représentants du CH Durecu-Lavoisier sont :

Madame VENDRAME et Monsieur RENAUD.

3-2-6-Représentant du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché.

3-2-7-Forme des notifications et échanges d'information

Les ordres de service sont notifiés au titulaire ou à son représentant dûment habilité contre récépissé ou accusé de réception. Les décisions du CH Durecu-Lavoisier sont notifiées au titulaire par ordre de service.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours, sous peine de forclusion pour émettre des réserves sur ordres de service et bons de commande.

Ces notifications sont valablement faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social.

Les autres échanges d'information peuvent être effectués par voie dématérialisée, à condition que l'identité de l'expéditeur soit authentifiée et que le destinataire, identiquement authentifié, en accuse réception.

3-3-Conduite d'opération – Maîtrise d'œuvre

3-3-1- Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le CH Durecu-Lavoisier.

Pour la phase n°2, le CH Durecu-Lavoisier sera accompagné de l'assistant à maîtrise d'ouvrage :

A2MO

5 tour du Bosphore – Batiment B
35200 RENNES

3-3-2- Maîtrise d'œuvre

Pour la phase n°1, la maîtrise d'œuvre est assurée par le CH Durecu-Lavoisier.

Pour la phase n°2, la maîtrise d'œuvre sera assurée par :

CBA architectes

9 rue de le Nostre
76000 ROUEN

3-4-Coordination Système de sécurité incendie

La mission de Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie est assurée par :

ENTREPRISE NAMIXIS

Horizon 2000 – Mach 3
Avenue des Hauts Grigneux
76420 BIHOREL
Mail : luc.dandre@groupestea.com

3-5-Contrôle technique :

La mission de contrôle technique est assurée par :

SOCOTEC Construction

ZA de la Ronce
97 rue Francois Jacob
76230 ISNEAUVILLE

3-6-Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG TR.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 52 du CCAG TR).

Par ailleurs, le sous-traitant indirect (défini par l'article 3.6.2 du CCAG TR), ne sera accepté qu'à la condition que son entrepreneur principal apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de faire intervenir un spécialiste sous-traitant dont le paiement direct par le maître de l'ouvrage ne sera pas agréé

Conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

3-7-Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire ou à son représentant dûment habilité contre récépissé ou accusé de réception. Les décisions du CH Durecu-Lavoisier sont notifiés au titulaire par ordre de service.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion pour émettre des réserves sur ordres de service.

Ces notifications sont valablement faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social.

3-8-Clauses sociales et environnementales

3-8-1- Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), si le titulaire (ou ses sous-traitants) ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité forfaitaire par jour calendaire d'infraction de 500€, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 et de 10% du montant du marché.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et/ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-8-2-Clause environnementale

Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du CH DURECU LAVOISIER.

3-9-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire ou le personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les entreprises doivent mettre en place toutes les protections qu'elles jugent nécessaires. En cas de dégradation, les remises en état se feront à leur charge.

3-10-Modification au marché

Le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître d'ouvrage font seule foi,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), ainsi que son annexe : Fiche Chorus
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Charges Fonctionnel,
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- le dossier de plans,
- le planning prévisionnel des travaux pour la phase 1,
- le mémoire technique du candidat remis dans son offre,
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 5-5 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Article 5 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes

5-1-Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG TR, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- Du respect des obligations en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la sécurité et de la santé sur les chantiers ;
- des obligations de résultats exigées de l'entrepreneur en matière de stockage, d'évacuation et de recyclage des déchets ; les produits de démolition et déchets de chantier seront triés et évacués (dans de bonnes situations sur la base de vie) conformément à la réglementation, par filières d'élimination et de recyclage proposées par l'entrepreneur dans son offre, des charges et aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux et notamment des circonstances locales et de la situation géographique du chantier (frais de transport du matériel et des matériaux, indemnité de déplacement et de panier, surveillance de chantier, entretien de voirie, coltinages, accès aux chantiers, approvisionnement chantier et la base de vie etc.)
- Des dépenses de chantier et équipements d'intérêt commun ;
- Des risques d'arrêt de chantier en cas de nuisances dans l'existant et des avoisinants ;
- Des protections relatives à l'hygiène environnementale (bruit, poussières, vibrations, émanations d'odeurs) ;
- Du fait que l'établissement est ouvert au public 24H/24, 7 jours sur 7 ; 365 jours par an et que les personnes accueillies sont souffrantes ;
- Des difficultés d'accès de chantier : travaux à effectuer à l'intérieur d'un bâtiment existant restant en service pour les besoins des utilisateurs, aux espaces restreints, aux protections des ouvrages existants ;
- Des contraintes résultant de locaux encombrés ou accessibles par intermittence, aux réparations des dommages éventuels, aux précautions à prendre contre la sécurité contre les risques d'incendie et concernant la sécurité des personnes (tous les locaux concernés étant du type E.R.P. ; de type U de 1^{ère} catégorie) ;
- Des demandes de permis feu journaliers par poste de travail.

Les prix tiennent compte enfin :

- De toutes les charges résultant des frais d'essais réalisés à la demande du CH Durecu-Lavoisier et définis par le présent C.C.A.P. ou les documents techniques ;
- Des frais d'études, d'établissement des plans d'exécution des ouvrages (P.E.O.) et spécifications techniques détaillées (S.T.D.) ;

- Des frais d'assurances ;
- Des frais nécessités par la protection des ouvrages, jusqu'à réception ;
- Ainsi que tous les frais de réparation ou de remplacement nécessités par les dégâts, dommages ou destructions survenus en cours de chantier ;
- Des déboursés d'éclairage et les suppléments de main d'œuvre nécessités par des travaux exécutés à la lumière ou dans les endroits obscurs ;
- Des déboursés de main d'œuvre occasionnés par l'exécution des travaux en conditions difficiles ou insalubres accordés aux ouvriers selon les conventions collectives.
- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Dans le cas de situation sanitaire exceptionnelle de type Covid 19, le titulaire s'engage à appliquer les recommandations des organismes compétents et à mettre les moyens humains et matériels nécessaires au respect du planning.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le CH Durecu-Lavoisier.

5-2-Présentation des demandes de paiements – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1 du CCAP)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services et travaux réalisés ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le CH Durecu-Lavoisier transmettra au titulaire son code service CHORUS et son numéro SIRET.

5-3-Variation des prix

Pour la phase 1, les prix sont fermes.

Les prix de la phase 2 sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

5-3-1-Liste des index

Les Prix sont révisables en fonction de l'indice BT 47.

Les index utilisés pour le calcul sont les BT en fonction du corps d'état indiqué au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes disponible à l'adresse suivante :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Telechargement-des-index.html>

5-3-2-Modalités de révision des prix

Pour la phase 2, les prix sont révisables à chaque acompte mensuel.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des travaux est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle In et I0 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché concerné au mois « m0 » (I0) et au mois n (In).

Variation provisoire :

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

Toutefois, en application de l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date de réalisation des travaux, ou à la date de leur réalisation réelle, si celle-ci est antérieure.

Clause de sauvegarde :

Le CH Durecu-Lavoisier se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,0 % par rapport aux prix initiaux.

5-4-Paiement des cotraitants et des sous-traitants

5-4-1-Désignation de sous-traitants en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6.1 du CCAG TR.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'ouvrage et maître d'œuvre désigné par le marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;

b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en terme de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 10.4.4 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

5-4-2-Modalités de paiement direct

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant du pouvoir adjudicateur et les envoie conformément aux dispositions de l'article 2193-12 du Code de la Commande publique.

5-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la Commande Publique.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement.

Les demandes de paiement doivent être adressées au CH Durecu Lavoisier et au maître d'œuvre ; la charge de la preuve de la date de réception appartient à l'entreprise.

5-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-7-Approvisionnements

Pour l'application de l'article 12.1-2 alinéa 2 du CCAG TR, il est précisé que les approvisionnements figurant dans la DPGF peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par le titulaire ou le sous-traitant, à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

Article 6 – Durée du marché - Délai d'exécution - Pénalités et primes

6-1-Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché public est d'une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire à la fin de la période de parfait achèvement, et ce, jusqu'à l'exécution des travaux qui y sont associés.

Pour la phase n°1, le délai global de réalisation des travaux est fixé à 2 Mois intégrant le délai de de préparation, à compter de la notification de l'ordre de service (daté et numéroté) signé par le CH Durecu-Lavoisier prescrivant à l'entrepreneur de commencer l'exécution des travaux lui incombant et adressé en deux (2) exemplaires.

Pour la phase n°2, les travaux objet du présent marché seront planifiés en fonction du planning des travaux d'extension du nouveau bâtiment SMR établi par la maîtrise d'œuvre.

Le CH Durecu Lavoisier ou la maîtrise d'œuvre établira un ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer l'exécution des travaux de la présente phase.

La date prévisionnelle de réalisation de ces travaux est : Premier trimestre 2026.

Le délai d'exécution comprend l'ensemble des actions nécessaires à l'exécution des travaux et notamment :

- la période de préparation,
- l'installation du chantier, son repliement, le nettoyage des lieux,
- les congés payés,
- la remise en état des terrains et des lieux,

Un planning définitif sera établi lors de la période de préparation.

6-2-Prolongation du délai d'exécution

De par leurs natures de travaux intérieurs, il n'est pas prévu de période d'intempérie en application de l'article 18.2.3 du CCAG TR.

6-3-Pénalités pour retard - Primes d'avances

Comparativement au calendrier détaillé d'exécution initial ou éventuellement modifié, il sera fait application de pénalités, mentionnées ci-dessous, sans mise en demeure au préalable, ces pénalités seront déduites du montant des situations.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG TR, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée quel que soit le montant du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG TR, il n'y a pas de plafonnement des pénalités.

6-3-1-Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport aux délais distincts figurant dans le calendrier détaillé, l'entrepreneur subira, par jour (calendaire) de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité forfaitaire journalière de 400 €.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG TR, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire journalière de retard de 500,00 € par jour calendaire de retard.

6-3-2-Pénalités de retard dans l'exécution des reprises

En cas de non-exécution, à la date prévue des reprises des réserves émises lors de la réception, une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41 du CCAG travaux.

6-3-3-Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage, une pénalité de 300 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Une pénalité égale à la moitié de cette somme sera appliquée en cas de retard de plus d'un quart d'heure.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

En cas de non-exécution à la date prévue, d'une décision prise au rendez-vous de chantier et figurant dans le compte rendu de chantier, une pénalité de 200 € par décision, sera appliquée par semaine de retard, par dérogation aux dispositions des articles 19.2 et 52.1 du CCAG Travaux.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la présence aux réunions de chantier des entreprises sous-traitantes ou co-traitantes.

6-3-4-Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 6-3 et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'oeuvre ou le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 200 € par manquement et par jour calendaire de carence

b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 200 € par jour calendaire d'infraction

c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc ...) : 200 € par document et par jour calendaire de retard

e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons : 150 € par jour calendaire de retard

f) Retard dans le nettoyage du chantier : 200 € par jour calendaire de retard

g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 200 € par jour calendaire de retard

j) Retard dans la production des documents à fournir mentionnés aux CCAP et CCTP : 200 € par jour calendaire de retard et par document

k) Non-respect des prescriptions prévues en matière d'installation de chantier : 200€ par infraction constatée et par jour calendaire d'infraction

l) Installations de chantier non-conformes : 200 € par infraction constatée et/ou par jour calendaire de retard ou de carence/d'infraction le cas échéant, par rapport aux dispositions légales, réglementaires, ou prescriptions des documents particuliers du marché.

M) Introduction d'alcool par les ouvriers du chantier sur la base de vie et ses locaux, l'entrepreneur subira une pénalité forfaitaire de 400 € à chaque constat.

6-3-5- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TR, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

6-3-6- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire visé par l'art 10-2 du CCAP et conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 200 € par jour calendaire de retard et par document manquant sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19-3 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur, en complément de l'application des pénalités prévues à l'article 6-3 du présent CCAP.

6-3-7- Pénalités et réfections diverses

6-3-7-1-Conformité de signalisation

En complément de l'article 31 du CCAG TR, s'il est constaté que la signalisation mise en place et prévue à l'article 10.4.5 du CCAP n'est pas conforme, il sera fait application d'une pénalité journalière par jour d'infraction constaté égale à :

- pour un marché à chantiers multiples : 300 €.

6-3-7-2- Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 10-4-4 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 300 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG TR et sans préjudice du recours éventuel du Maître d'Ouvrage auprès des organismes ou administrations de contrôle.

6-3-7-3- Pénalités diverses

6-3-7-3-1-Absence de port du badge

Toutes les personnes travaillant sur le chantier doivent pouvoir être facilement identifiées. Elles devront pour cela posséder un badge d'identification comportant au minimum :

- Le nom de l'employeur

– Le nom et prénom de la personne ainsi qu'une photo d'identité couleur
L'entrepreneur devra également l'imposer à tous ses sous-traitants.

Le non-respect de cette prescription entraînera une pénalité de 100 € par infraction constatée, sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

6-3-7-3-2- Utilisation de fausses cartes d'accès

En cas d'utilisation de fausses cartes d'accès ou d'utilisation frauduleuse, de laissez-passer, badges, le contrevenant fera l'objet d'une pénalité de 100 € par infraction constatée sans préjudice de l'exclusion définitive du chantier du personnel contrevenant.

6-3-7-3-3- Non-respect de l'interdiction de fumer

Il est interdit de fumer sur le chantier, à l'intérieur des locaux concernés par le chantier et sur son enceinte.

Tout manquement donnera lieu à l'application d'une pénalité de 400 € par infraction constatée, sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

6-3-7-3-4- Non-respect du tri des déchets sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG TR, une pénalité journalière fixée à 500 € par jour calendaire d'infraction constaté.

6-3-7-3-5- pénalités pour sous-traitance occulte

En cas de sous-traitance occulte (notamment présence d'un sous-traitant constatée sur le chantier sans que sa demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage soit acceptée), du fait de l'entrepreneur ou de l'un de ses sous-traitants, une pénalité de 1 000 € sera appliquée sans mise en demeure préalable du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage du recours à un sous-traitant non déclaré ou déclaré et non agréé.

6-3-7-3-6- Pénalité relative au travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 500 €, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

6-3-7-3-7- Pénalités pour retard dans la remise de projet de décompte

Pour tout retard dans la remise d'un projet de décompte, l'entreprise se verra appliquer les pénalités suivantes :

- retard dans la remise d'un décompte mensuel : 150 € par jour calendaire de retard
- retard dans la remise du décompte final : 150 € par jour calendaire de retard

6-3-7-3-8- Pénalités pour retard dans la transmission des situations

Pour tout retard dans la remise des situations, l'entreprise se verra appliquer une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable du simple fait de sa constatation par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

6-3-7-3-9- Pénalités pour dégradation des voiries :

Les entrepreneurs veillent particulièrement à l'état et à la propreté des voiries empruntées par leurs véhicules aux abords directs du chantier. Ils remettent en état toute dégradation liée à leur passage.

En cas de dégradation des voiries aux abords du chantier une pénalité de 400 € par jour d'infraction sera appliquée sur simple constat du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, par dérogation à l'article 52-1 du CCAG travaux.

6-3-7-3-10- Pénalités pour retard dans la reprise des désordres signalés durant la Garantie de parfait achèvement

Pour tout retard dans la reprise des désordres signalés dans le cadre de la Garantie de parfait achèvement, une pénalité de 400 € par jour calendaire de retard sera appliquée.

6-3-7-3-11- non-respect des prescriptions de chantier

- Pénalité pour non-respect du stationnement et livraison : 500 € par infraction constatée,
- Pénalités pour non-respect de présentation du permis-feu : 500 € par infraction constatée,
- Interdiction de vociférer sur le chantier et ses abords : 200 € par infraction constatée,
- Interdiction de de radio même le portable en mode radio : 200 € par infraction constatée,
- Interdiction de cafetière sur le chantier (sauf base de vie) : 200 € par infraction constatée,

Article 7 - Clauses de financement et de sûreté

7-1-Sûreté

Conformément aux articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique, chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 %. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché. L'assiette de la retenue intègre donc les révisions de prix et les avenants mais ne comprend pas les intérêts moratoires.

Au cas où le CH DURECU LAVOISIER DE DARNETAL serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités ainsi qu'aux réparations diverses imputables au titulaire, celui-ci devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36, R2191-38 à R2191-41 du Code de la Commande Publique.

Au cas où la garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire ne serait pas constitué au plus tard à la date de première demande d'acompte, une retenue de garantie serait automatiquement prélevée, et le titulaire perdrait jusqu'à la fin du marché public la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au titulaire et en aucun au sous-traitant.

7-2-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulés ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour le marché dont le montant est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

Article 8 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

8-1-Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

8-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

8-3-Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le CH Durecu Lavoisier ou le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,

Article 9 - Implantation des ouvrages

Sans objet.

Article 10 - Préparation, coordination et exécution des travaux

10-1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

10-1-1-Période de préparation

Il est fixé une période de préparation.

Par dérogation à l'article 28-1 du CCAG Travaux, cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Cette période de préparation commence à courir à compter de la date de réception par l'Entrepreneur de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Pendant cette période, l'Entrepreneur doit établir et soumettre au CH Durecu-Lavoisier ou au Maître d'œuvre toutes les études spéciales à sa profession nécessaire à la marche des travaux et établir et fournir, en temps utile, toutes les pièces qui lui incombent, notamment celles demandées aux CCAP et CCTP, ainsi que tous les documents complémentaires qui lui seraient demandés par le CH Durecu-Lavoisier ou le Maître d'œuvre.

De plus, l'Entrepreneur devra obligatoirement assister à toute réunion organisée par le CH Durecu-Lavoisier ou Maître d'œuvre afin qu'il puisse assurer la coordination d'étude nécessaire au démarrage des travaux.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

10-1-2-Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

Au cours de la période de préparation, il est procédé notamment aux opérations énoncées ci-après (la liste exhaustive devant être arrêtée lors de la première réunion de coordination) :

- présentation des échantillons au visa du CH Durecu Lavoisier ou du Maître d'Œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG – Travaux
- établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé reprenant les dispositions annoncées dans le PGC, y compris les risques de tiers, après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque Entrepreneur (Co-traitants et sous-traitants).
- Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.
- présentation du projet de panneau de chantier,
- déclaration des sous-traitants éventuels,

L'ensemble des documents à établir pendant la période de préparation sera soumis au visa du CH Durecu-Lavoisier ou du Maître d'Œuvre, ainsi qu'à l'avis du coordonnateur de sécurité lorsqu'ils traitent de la coactivité ou intéressent l'hygiène et la sécurité issue des travaux, tant pour la durée des travaux que pour les interventions ultérieures. Cette soumission intervient dans les 30 jours à compter du début de la période de préparation (sauf calendrier spécial établi au cours de ladite période).

Préalablement à tout démarrage de chantier :

- Fourniture des plans d'exécution des ouvrages dans le cadre du planning des travaux.
- Présentation des échantillons de matériaux ou appareillages ;
- Fourniture des documentations techniques des matériaux et équipements (fiches techniques, avis techniques, procès-verbal d'essais)
- En cas de groupement d'entreprises, chaque entreprise devra la fourniture des plans et dessins au plus tard 4 semaines après le début de la période de préparation

L'ensemble des documents à établir pendant la période de préparation sera soumis au visa du CH Durecu Lavoisier ou du Maître d'œuvre, ainsi qu'à l'avis du coordonnateur de sécurité lorsqu'ils traitent de la coactivité ou intéressent l'hygiène et la sécurité issue des travaux, tant pour la durée des

travaux que pour les interventions ultérieures. Cette soumission intervient dans les 15 jours à compter du début de la période de préparation (sauf calendrier spécial établi au cours de ladite période).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

10-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du CH Durecu Lavoisier ou du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10-3-Mesures d'ordre social

10-3-1-Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur remet au CH Durecu-Lavoisier ou au Maître d'Ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France

10-3-2-Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG TR.

10-3-3-Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant (comportant son identité et son adresse) ainsi rédigée : » j'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° ... du ...ayant pour objet ...Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 Décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 5-4-5 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français ».

10-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

10-4-1-Hygiène et sécurité en milieu hospitalier

Le titulaire s'engage à respecter la législation et la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et sécurité des conditions de travail.

Le titulaire doit prendre en compte les risques inhérents aux locaux où s'effectuent les travaux, notamment ceux réalisés en « sites hospitaliers » occupés dans lesquels l'activité doit être maintenue dans des zones contiguës (maintien de l'hygiène, continuité de fonctionnement...).

Les règles minimales à respecter sont les suivantes :

- Isoler la zone de travaux du reste du service : fermer les portes ;
- Etablir et afficher un plan de circulation conforme au fonctionnement du site Hôpital Charles Nicolle distinct pour le personnel soignant et les compagnons. Ne pas emprunter les ascenseurs destinés aux patients et aux blocs opératoires. Lorsqu'une séparation des circuits n'est pas possible, faire appliquer des draps humides imbibés de désinfectant sur le sol le long du trajet des compagnons ;
- Ne pas utiliser d'aspirateurs non munis de filtre absolu ;
- Maintenir la zone de chantier propre ;
- Eliminer les gravats par un circuit spécifique, séparé du circuit soignant, en conteneurs fermés. Lorsqu'une séparation des circuits n'est pas possible, éliminer les gravats en conteneurs fermés aux heures creuses de non affluence et en une seule fois, en concertation avec le cadre ;
- Contrôler régulièrement le système de ventilation filtration d'air du service à risque : mesure d'empoussièrement et vérification des filtres ;
- Renforcer le ménage du service à risque et ses abords, en faisant appel à l'équipe mobile d'agents qui suivent les travaux dans les services à risque, dites "ASH" de la cellule « aspergillose » ;
- Eriger des cloisons étanches afin de protéger le service à risques (les cloisons sont à construire du sol au plafond, à l'intérieur ou à l'extérieur (palier) du service) ;
- Vérifier la non propagation des poussières lors d'ouverture de faux-plafonds en particulier lors des vibrations dues aux percements ;
- Des prélèvements d'air sont effectués pendant la phase d'empoussièrement pour recherche d'Aspergillus dont l'intérêt est de contrôler l'efficacité des cloisons mises en place. Ces prélèvements sont réalisés dès le premier jour des travaux pour valider l'étanchéité des protections mises en place ;
- Surveiller étroitement le système de ventilation-filtration d'air du service à risque avant, pendant, en fin de travaux ;
- Maintenir un état de propreté rigoureuse des tenues d'intervention des compagnons.
- Dans le cas de situation sanitaire exceptionnelle de type Covid 19, le titulaire s'engage à appliquer les recommandations des organismes compétents et à mettre les moyens humains et matériels nécessaires au respect du planning.

10-4-2-Protections contre les nuisances

L'entrepreneur devra attirer une attention particulière sur le fait que les travaux ne devront en aucun cas perturber le fonctionnement des activités du quartier, ni causer de nuisances aux riverains :

- limiter les nuisances de chantier (bruits, poussières, fumées, circulation, stationnement, etc...)
- isolement efficace entre les zones de chantier et les autres bâtiments à proximité de l'opération
- mettre en place toutes les mesures de sécurité des personnes autour du chantier et au droit des engins de levage.
- Assurer la gestion et le tri des déchets conformément aux dispositions réglementaires.
- Réaliser le nettoyage du chantier et des engins et des voiries

En cas de défaillance, le CH Durecu-Lavoisier ou le maître d'ouvrage pourra prendre toutes dispositions nécessaires, aux frais de l'entrepreneur, si ses demandes ne sont pas suivies d'effet et ce sans autre préavis.

10-4-3-Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG TR, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

10-4-4-Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG TR, le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

10-5-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché relatif est résilié par application des articles 50.1 ou 52 du CCAG TR, le CH Durecu-Lavoisier ou le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

10-6- Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier, dont les jour et heure seront fixés par le représentant du Maître d'ouvrage. Le titulaire du marché (ou les entreprises du groupement) est/sont tenu(es) d'assister à chaque rendez-vous de chantier.

Les sous-traitants sont tenus d'y assister chaque fois qu'ils sont requis.

L'Entrepreneur peut se faire représenter par une personne ayant qualité pour donner des ordres aux ouvriers, prendre des décisions et engager l'Entrepreneur qu'il représente.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de tout ce qui a été dit aux réunions de chantier.

D'autres réunions pourront être programmées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, auxquelles l'entreprise sera tenue d'assister.

Un compte rendu de chantier de chaque réunion sera établi par le maître d'œuvre et diffusé par ses soins aux entreprises.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jour calendaire, sous peine de forclusion, à compter de la date de réception du compte-rendu, pour émettre des réserves qu'il notifie par écrit au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Passé ce délai, l'entreprise reconnaît sans réserve, la validité du compte-rendu comme pièce contractuelle venant s'ajouter à celles du marché.

10-7- Visites de chantier

Les visites de chantier ont lieu à l'initiative du CH Durecu Lavoisier ou maître d'œuvre aux jours et heure fixés.

L'entreprise convoquée est tenue d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de pénalité fixée à l'article 6-3-3 du CCAP.

Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'installation des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent. Elles ont aussi pour objet de régler sur place les problèmes liés à l'hygiène environnementale, la sécurité incendie, les nuisances entre chantier et hôpital.

Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

10-8-Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le CH Durecu-Lavoisier ou le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

10-9-Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

10-10-Confidentialité et réunions

Réunions de travail et suivi :

Le prestataire chargé de l'exécution du contrat est tenu de participer de sa propre initiative ou s'il est requis par le maître d'ouvrage à tous travaux et réunions qui lui permettront de recueillir les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission. Ces réunions pourront avoir lieu tout le long du processus. Ces réunions pourront regrouper l'ensemble des référents internes aux CH DURECU LAVOISIER DE DARNETAL.

Le titulaire devra notamment être présent lors des réunions avec les différents prestataires ayant un impact sur le déroulement et l'exécution du chantier.

Le prestataire est tenu à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission qui sera entendue de la manière la plus large et l'oblige à attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur toutes les difficultés ou questions relevant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

Obligation de discrétion – Confidentialité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et les membres de l'équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du contrat.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du maître d'ouvrage.

L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du maître d'ouvrage est interdite.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret et du secret des affaires.

Le titulaire qui, à l'occasion du présent marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents techniques, méthodes, procédés, est tenu de maintenir secrète et confidentielle cette communication.

En conséquence, il ne pourra pas faire état de ces informations, documents, sous quelque forme que ce soit, pour quelque support que ce soit, partiellement ou complètement, ni être communiqués à d'autres personnes, sans accord préalable exprès du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire s'expose aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur.

Ces dispositions sont susceptibles de s'appliquer sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur ou la personne lésée pourrait prétendre.

La violation de cette clause conduit à la résiliation immédiate du contrat sans préavis, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'entreprise d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le Pouvoir Adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 11 - Contrôle et réception des travaux

11-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôle sont pris en charge par l'entrepreneur.

11-2-Réception

La réception se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG.

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG TR.

La réception est prévue selon les modalités suivantes :

- Une réception à l'issue de l'achèvement des travaux de la phase 1
- Une réception à l'issue de l'achèvement des travaux de la phase 2.

Lors de ces opérations préalables, l'entrepreneur intéressé doit présenter, le cas échéant et indépendamment des épreuves techniques imposées au CCTP.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée à l'article 41.1 du CCAG TR, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Il bénéficie d'un délai de **5 jours** pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution des opérations visées à l'article premier.

La réception sera prononcée uniquement si la totalité des documents exigés dans le cadre du présent ont bien été fournis.

Par ailleurs, si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire a **5 jours** pour lever les réserves.

Dès qu'il aura procédé à la levée des réserves, il en avisera par courrier le Pouvoir Adjudicateur et le Maître d'œuvre.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure infructueuse aux frais et risques du titulaire défaillant.

Cependant, conformément à l'article 11.5 du présent CCAP, les délais de garantie de parfait achèvement courent à compter de la date d'effet de la réception globale des travaux.

11-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Concernant les travaux portant sur des ouvrages spécifiques qui sont définis par le Maître d'œuvre en période de préparation, l'entreprise doit au Maître d'Ouvrage, outre la documentation technique des ouvrages mis en œuvre, une démonstration aux utilisateurs et une préconisation d'utilisation et d'entretien.

11-4-Documents fournis après exécution

Un mois après la fin des travaux, le titulaire fournit à ses frais au CH Durecu-Lavoisier le Dossier d'identité SSI en 2 exemplaires papier et en plusieurs exemplaires numériques

Ces documents sont à fournir sur support CD-Rom et clé USB sous AUTOCAD 2017 (la version devra être spécifiée au maître d'ouvrage) avec des fichiers format DWG, mais également sous format PDF.

11-5-Délais de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TR, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TR, **d'un an à compter de la date d'effet de la réception globale des ouvrages.**

11-6-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11-7-Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché conformément aux articles 50 à 53 du CCAG-Travaux.

11-8-Obligations du titulaire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Conformément à l'article 6 du CCAG TR, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Article 12 - Règlement des différends et des litiges

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal administratif de ROUEN NORMANDIE est le seul compétent, sans préjudice des procédures de saisine du comité consultatif de règlement amiable des litiges ou de recours à l'arbitrage, prévus à l'article 55 du CCAG-Travaux.

Article 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4-1 du CCAG par l'article 4-1 du CCAP
- Dérogation à l'article 19-2-1 du CCAG par l'article 6-3 du CCAP
- Dérogation aux articles 19-2-2 par l'article 6-3 du CCAP
- Dérogation à l'article 19-2 du CCAG par l'article 6-3-1 et 6-3-3 du CCAP
- Dérogation à l'article 41 du CCAG par l'article 6-3-2 du CCAP
- Dérogation à l'article 52-1 du CCAG par les articles 6-3-3, 6-3-7-2, 6-3-7-3-4, 6-3-7-3-9 du CCAP
- Dérogation à l'article 28.1 du CCAG par l'article 10-1-1 du CCAP
- Dérogation à l'article 34-1 du CCAG par l'article 10-4-3 du CCAP
- Dérogation à l'article 31-3 du CCAG par l'article 10-4-4 du CCAP

Fait à Rouen

Lu et accepté,

Le Pouvoir Adjudicateur

L'Entrepreneur
(Date, cachet, signature)